Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 50 (1970)
Heft: 2: Au-delà de l'économie

Artikel: Société de besoins
Autor: Sauvy, Alfred
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-887927

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 05.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

SOCIÉTÉ DE BESOINS

par Alfred SAUVY

Notre société a reçu bien des noms ; *d'abondance*, de *loisir*, de *consommation*, etc., mais pas celui qui la caractérise le plus; nous sommes dans une *société de besoins*.

Plus vite que la production

Si rapide que soit l'accroissement de la production de subsistances et du fait même de sa rapidité, il est dépassé par celui des besoins qu'il sécrète. Non seulement le mot *besoin* fait peur aux économistes, mais, dans la langue courante, il semble impliquer un reproche. Dire à une catégorie sociale qu'elle a des *besoins,* revient presque à parler d'exigences. Mieux vaut parler de vie décente, de conditions normales, etc., c'est moins agressif.

Lorsque Marx a, après d'autres, lancé la fameuse expression « A chacun selon ses besoins » ceux-ci se limitaient à peu près au vital. Il était surtout question de donner au prolétariat, jusque là privé, frustré, de quoi se nourrir, s'habiller, se loger. Sur le plan matériel cet horizon ne dépassait guère le petit logement sommaire, pourvu d'un poêle et la paire de chaussures annuelle. Il serait bien facile, avec les techniques de 1970, de satisfaire les besoins de... 1870.

Seulement, ceux-ci ont augmenté plus vite que les moyens de les satisfaire. Dans ses calculs, Engels ne prévoit pas d'autre augmentation des besoins que celle qui résulte de l'augmentation de la population. Mais la roue a tourné.

Essayer de distinguer, dans les besoins d'aujourd'hui, ce qui est vital, c'est-à-dire nécessaire à la vie et à la profession, du superflu, est un exercice délicat et même dangereux. La susceptibilité des hommes à l'égard des besoins seconds est beaucoup plus vive qu'à l'égard des vitaux, précisément parce que les hommes les jugent plus menacés. Il y a, du reste, toujours la ressource de dire que la santé mentale est compromise, faute de certaines satisfactions.

Besoins privés

Les enquêtes auprès des particuliers sur le supplément de ressources qu'il leur faudrait pour couvrir leurs besoins normaux donnent, en général, un chiffre de 30 ou 35 % environ, à peu près constant, dans le temps et l'espace. C'est un horizon qui, comme l'autre, recule lorsqu'on avance vers lui.

L'augmentation des besoins privés résulte des innovations techniques et est stimulée par le mécanisme de l'économie de marché, par l'action permanente de la publicité et de l'étalage, par l'inégalité des revenus combinée avec une tendance à l'uniformisation des conditions. Le caractère illimité des besoins est reconnu aujourd'hui par des Soviétiques et par d'autres socialistes européens, qui cependant, n'osent pas dire, ni se dire à eux-mêmes sans doute, que ce champ illimité met à néant les projets d'abondance distributive et de dépérissement de l'Etat. Seule la Chine et les autres pays socialistes d'Asie peuvent, pour le moment, limiter les besoins des hommes. Si le pommier n'avait pas eu de pomme, serpent aurait manqué de base...

Les besoins publics

Même dans les pays socialistes, les services proprement publics ne s'occupent que des secteurs non rentables ou du moins non marchands. Il faut donc prélever, par des moyens divers, des ressources sur la nourrice, c'est-à-dire sur ceux qui détiennent et produisent les richesses marchandes. Il n'est pas étonnant que ce procédé par aspiration laisse les services publics sur leur faim, particulièrement dans les pays capitalistes.

Les besoins publics augmentent doublement : en raison des découvertes continues qui archaïsent, de façon permanente, le matériel et du fait de la tendance à socialiser la couverture de besoins longtemps considérés comme privés, par exemple, la santé, le logement, les loisirs.

Une expérience est facile à réaliser : consultez n'importe quel chef de service, qu'il s'agisse de l'enseignement, des routes, de la météorologie, des hôpitaux, des phares et balises, des sports d'hiver, du traitement des ordures ménagères, de la justice, du logement et de la santé, bien entendu, et de tant d'autres choses. Mettez-le à l'aise, cet homme, en lui disant que vous désirez une simple information, sans lien avec les rapports administratifs et posez, après ces précautions, la question suivante : « Faisant abstraction de toute difficulté pouvant venir du manque de ressources financières ou, dans l'immédiat, de locaux ou de personnel qualifié, dites-moi ce qu'il vous faudrait pour remplir convenablement votre fonction, avec les techniques les plus modernes, sans le souci permanent d'être « raisonnable ».

Un peu surpris au début et habitué à subir les contraintes et avec elles, des compromis, notre homme responsable sera modéré dans les débuts, mais la réflexion et la culture même du sujet, le pousseront peu à peu à élargir son horizon. Il serait bien étonnant que le doublement des ressources du moment ne soit pas atteint en quelques minutes, si l'esprit est vraiment dégagé.

En matière de santé, il n'y a même pas besoin d'une profonde réflexion : si la progression des dépenses médicales se poursuivait en France au rythme actuel, a-t-il été officiellement annoncé, elles absorberaient, en moins d'une génération, la totalité du revenu national, cependant, plus que doublé. Si les soins donnés à un vieillard, voire à un adulte ou un jeune, étaient les mêmes que ceux que l'on accorde effectivement à une faible minorité, pourvue de ressources financières ou de moyens de pouvoir, il faudrait multiplier le personnel, les matériels, etc. dans une proportion que personne n'ose chiffrer.

Mythologie de l'abondance

Quiconque a examiné, quelques heures seulement, ce problème, sans passion et dans l'oubli momentané de ses propres intérêts, est convaincu de l'insuffisance grandissante de nos moyens. Mais l'ensemble de l'information, du moins de l'information de masse, est dirigée en sens opposé. Faisant valoir les prodiges de la machine, insistant sur les invendus, elle donne aux hommes une impression de surabondance, qui accentue encore leur frustration. *Ainsi le mythe universel, que l'on rencontre en toute civilisation, prend une forme pseudo-scientifique :* au lieu d'être un simple rêve berceur, il prend un caractère d'excitation, parce que, pour la première fois, les hommes y croient.

Les jeunes et l'opposition politique sont loin d'être les seuls à réagir contre l'engrenage, contre la cage d'écureuil.

Diogène ou Tantale

Ce refus de la société corrompue, cette condamnation de l'artifice, nous l'avons souvent entendu, dans l'histoire et de bien des façons. Sans remonter à Diogène et à son tonneau ce sont les extases de Virgile devant le mugissement des bœufs, c'est Rousseau qui lance ses flèches contre le théâtre, source de corruption, c'est de Vigny qui, dans sa quiétude bourgeoise, exalte le loup sauvage, ennemi des villes.

Peu d'économistes ont lu assurément le curieux « Propos d'économie » d'Alain qui se termine par cette conclusion sage : Je conseille une monnaie de plomb et une monnaie rustique.

Partout nous trouvons les manifestations d'un prisonnier qui croit s'évader parce que, dans sa prison, il a fait de médiocres dessins d'arbres et d'oiseaux.

Toutes ces aspirations vers la nature, ce sont les résurgences d'un autre mythe millénaire, celui de l'éternel retour. C'est « la Montagne » de Jean Ferrat.

Seulement voilà, il faut être d'accord avec soi-même, le plus possible. Virgile était un cœur fier, mais il avait des esclaves pour traire ses vaches. Quant à Jean-Jacques, il était bien content de trouver une Assistance publique à qui confier ses enfants. Diogène le pur, nous le prenons volontiers comme modèle, dans notre aspiration de retour à la terre. C'est aujourd'hui la résidence secondaire le retour à la terre. Seulement elle n'a rien d'un tonneau. Nous y transportons nos soucis les plus maudits, de sorte que notre modèle n'est pas Diogène, mais Tantale, qui tendait les bras vers les fruits qui fuyaient devant lui.

Inversement, les adversaires les plus sérieux de la société de consommation n'interviennent, dans leurs manifestations pratiques, qu'en faveur d'une augmentation de la consommation.

Les pouvoirs sans pouvoir

Depuis les troubles de mai-juin 1968 et les anathèmes contre le matérialisme, les revendications sont plus pressantes que jamais. Les pouvoirs publics s'efforcent d'endiguer le flot en distribuant à droite et à gauche, car ils seraient fort mal accueillis, s'ils s'avisaient de dire qu'ils veulent lutter contre les excès de la société de consommation. Et cependant, tout commande, non certes un arrêt de progrès, mais une certaine maîtrise. S'il est vain de prétendre arrêter un fleuve, il est souvent opportun de le canaliser. Il faut éviter de mettre sur le marché des produits qui ne pourront s'écouler en masse et aussi introduire, dans nos calculs, l'usure et la pollution.

Tout retard dans la prise de conscience de la question ne fera que rendre plus sévère le choc en retour, inévitable un jour ou l'autre. Une fois de plus, nous revenons à la question brûlante de l'information, sans laquelle la démocratie risque de n'être qu'un rêve ou un regret. Mais les moyens existent, les solutions attendent une mise au point. Ce sera, espérons-le, la tâche de la décennie qui s'ouvre.